(1)

(N° 168.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MAI 1897.

Proposition de loi apportant des modifications aux articles 1952 et 1953
du Code civil (1).

RAPPORT

SUR UN AMENDEMENT FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2),
PAR M. HOYOIS.

MESSIEURS,

Après que la section centrale avait été appelée à examiner la proposition de loi de MM. De Jaer et consorts et après que le rapport sur cette proposition de loi avait été déposé, l'honorable M. Begerem a saisi la Chambre d'un amendement qu'on peut considérer à bon droit comme un contre-projet.

Déposé sur le bureau de la Chambre à la séance du 7 mai, il est ainsi conçu :

« Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 1953 du Code civil :

« Sauf convention entre parties, cette responsabilité et celle établie par
» l'article précédent sont limitées à mille francs pour les espèces monnayées,
» les titres et valeurs au porteur de toute nature et les objets précieux qui

(1) Proposition de loi, n° 264 (session de 1895-1896).

Rapport, n° 143.

Amendements, n° 155 et 158.

(2) La section centrale, présidée par M. BEERNAERT, était composée de MM. FAGNART, BERLOZ, HENELEERS, HOYOIS, GILLIAUX et LEFEBVRE.

» ne servent pas à son usage personnel et habituel, quand le voyageur ne
 » les a pas réellement déposés entre les mains de l'aubergiste ou de l'hôte-
 » lier. Au-dessus de cette somme, ce dernier n'est plus responsable que de
 » son fait et de celui de ses préposés, conformément aux articles 1382 et
 » suivants du Code civil. »

*
* * *

Accepter cet amendement c'est établir une certaine concordance entre notre législation sur la matière spéciale dont il s'agit et celle en vigueur dans deux grands pays voisins, avec lesquels la Belgique entretient des relations de tous genres, qui constamment lui envoient et reçoivent d'elle un nombre considérable de voyageurs, savoir : la France et l'Allemagne ⁽¹⁾.

(1) LÉGISLATION COMPARÉE.

Autriche-Hongrie.

— Les aubergistes répondent comme des gardiens attitrés (*Verwahrer*) des effets remis, soit à eux-mêmes, soit à leurs employés, par les voyageurs qui descendent chez eux. (C. civ. austr., art. 970, 1516.)

— D'après les règles tracées par le Code, les « gardiens » ou dépositaires sont tenus de veiller avec soin sur la chose qui leur est confiée; ils sont responsables du dommage imputable à leur négligence, mais non du dommage provenant de cas fortuit, encore qu'ils eussent pu sauver l'objet confié en sacrifiant leurs propres effets et que la valeur de cet objet fût considérable (art. 961, 964).

— Lorsque les effets ont été réunis dans une caisse fermée et que la serrure ou autre fermeture a été forcée (*verletzt*), le déposant qui affirme qu'il y a eu soustraction est tenu d'attester par serment le dommage allégué, pourvu que la perte paraisse vraisemblable eu égard à sa condition sociale, à sa profession et aux autres circonstances de l'affaire, et sauf au dépositaire à prouver que la violation de la fermeture ne lui est aucunement imputable (art. 966).

Espagne.

— Les hôteliers et aubergistes répondent, comme des dépositaires nécessaires, des effets introduits chez eux par les voyageurs, pourvu qu'ils aient été avertis, eux ou leurs préposés, de l'introduction des dits effets et que, de leur côté, les voyageurs observent les précautions qui leur ont été recommandées par l'aubergiste ou ses préposés en vue de la garde des effets. (C. civ., art. 1785; C. pén., art. 20). — La responsabilité dont il s'agit s'étend aux dommages causés aux effets du voyageur tant par le fait des domestiques et employés de l'hôtellerie que par le fait d'étrangers; mais non à ceux qui résultent d'un vol à main armée ou d'une autre circonstance de force majeure (C. civ., art. 1784). — ERNEST LEHU, *Éléments de droit civil espagnol*, 1^{re} part., n° 653, 685; 2^e part., n° 449, 495, 624.

États-Unis.

— Aux termes d'une loi new-yorkaise du 13 avril 1885, l'hôtelier qui a fait placer

En France, celles des obligations des hôteliers et des aubergistes qu'ont eues en vue MM. De Jaer et consorts ont fait l'objet d'une loi relativement

dans le bureau de son hôtel un coffre-fort destiné à recevoir les objets de valeur des voyageurs et le leur a fait savoir par des affiches apposées dans les lieux de réunion publics de son hôtel, n'est pas responsable vis-à-vis de ceux qui auraient déposé ces objets dans un autre endroit.

Angleterre.

— Tout *innkeeper*, c'est-à-dire tout individu qui fait profession d'héberger des voyageurs, est responsable, en droit commun, des effets qu'ils apportent chez lui, dans le cas où ces effets seraient perdus, détériorés ou volés. *Thompson c. Laing*, 3, B. et Ald., 283; *Jones c. Osborn*, 2, Chit. Rep., 484; *Doe c. Laming*, 4 Camp., 77.

— Il n'y a d'exception à la règle qu'autant que l'application rigoureuse en serait inique : par exemple, si le vol a été commis sur la personne même du voyageur, ou par une des personnes qui l'accompagnent, ou dans une autre pièce que celle où il loge et dépose nécessairement ses effets, ou par suite d'une grossière négligence de sa part. — *Burgess c. Clements*, 4 M. et S., 506; *Richmond c. Smith*, 8 Barn. et Cress., 41; *Calye's case*, 8 Rep. 52; *Oppenheim c. The White Lion hôtel Co*, L. R., 6, C. P., 513.

— D'autre part, le statut 26 et 27, Vict., c. 41, a expliqué et atténué le principe du droit commun, en ce sens que, si, pour les chevaux et autres animaux vivants, pour leurs harnais et pour les voitures, on s'en tient à la règle générale, pour les autres effets apportés par un voyageur, l'hôtelier n'est responsable des pertes ou détériorations que jusqu'à concurrence de 30 livres sterling (750 fr.), à moins que les objets n'aient été volés, détruits ou perdus par l'effet d'un acte volontaire ou d'une négligence de l'aubergiste ou de ses gens, ou qu'ils n'aient été expressément confiés à sa garde. Mais, pour que l'aubergiste puisse se prévaloir des dispositions de cette loi, il faut qu'il les ait affichées dans son hôtellerie d'une façon apparente (§ 5). — *Spice c. Baron*, 56, *Law Times*, 130, [Clunet, 77. 455].

Écosse.

— Les aubergistes et hôteliers sont responsables des effets confiés à eux ou à leurs gens ou apportés par les voyageurs dans l'établissement ou ses dépendances; mais cette responsabilité est limitée comme en Angleterre par les statuts 26 et 27, Vict., c. 41, dont l'analyse est ci-dessus.

— D'autre part, ils sont libérés de leur responsabilité lorsque le voyageur se charge lui-même de la garde de ses effets; toutefois, on ne devrait pas considérer comme ayant cette portée le seul fait par le voyageur de surveiller ses affaires pour plus de sécurité. — *Farnworth, c. Packwood*, 1 Stark., 249; *Jones c. Taylor*, 1 Ad. et Ell., 522. — V. BELL, *Principles of the law of Schotland*, n° 256, 4.

Italie.

— Les articles du Code civil italien sur la responsabilité des aubergistes et hôteliers sont la reproduction textuelle de ceux du Code civil français, si ce n'est qu'ils ajoutent quelques mots à la dernière de ces dispositions : « ART. 1868 (art. 1954, C. civ. fr.). Les aubergistes et hôteliers ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure, ou par suite d'une négligence grave du propriétaire. » (C. civ. ital., art. 1866 à 1868.)

Portugal.

— L'hôtelier répond, comme un dépositaire, du bagage, et, en général, des effets apportés dans l'auberge par le voyageur; toutefois, lorsqu'il s'agit d'objets de peu de valeur et

récente, car elle ne date que du 18 avril 1889. L'article unique de cette loi dispose que :

« Il sera ajouté à l'article 1953 du Code civil le paragraphe suivant :

« Cette responsabilité est limitée à 1,000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes et hôteliers. »

faciles à cacher, il n'en répond qu'autant que le voyageur les lui a spécialement confiés ou qu'il est personnellement cause de leur perte ou de leur détérioration; mais il répond des faits et gestes de ses domestiques ou employés et des autres voyageurs qu'il loge chez lui, sauf son recours contre eux (art. 1420, 1421).

— Il est affranchi de toute responsabilité quant aux dommages imputables au voyageur lui-même, ou causés par force majeure ou cas fortuit, s'il y est personnellement tout à fait étranger (art. 1422).

Russie.

— Les personnes qui descendent dans une auberge (*traktir*), peuvent, d'accord avec le maître de l'établissement, lui laisser en dépôt, contre reçu de l'argent ou des effets mobiliers, soit en un paquet cacheté, soit tout simplement après avoir compté l'argent et estimé les effets. Dans le premier cas, l'hôtelier n'est tenu que de restituer le paquet intact; dans le second, il répond du montant de la somme et de la valeur des effets (*Svod*, t. 10, 1^{re} part., éd. de 1887, art. 2124).

— D'autre part, les maîtres d'hôtel répondent de la perte des effets apportés par les voyageurs dans leur maison, du moment qu'une négligence quelconque leur est imputable, et en vertu des lois générales sur la responsabilité ou les quasi-délits. — Arrêt du Sénat dirigeant (dép. civil de cassation), 1874, n. 896.

— Le Code civil russe n'a pas étendu au dépôt dans les hôtelleries la dispense de preuve écrite qu'il a accordée à certains autres dépôts nécessaires ou privilégiés (art. 2112). — V. ERNEST LEHR, *Éléments de droit civil russe*, t. 2, n. 1267 et 1275.

Pologne.

— En Pologne, les articles 1952 à 1954, C. civ. franç., sont restés en vigueur.

Provinces baltiques.

— Le Code civil des provinces baltiques consacre à la matière douze articles (art. 5817 à 5828).

— Les aubergistes de profession répondent vis-à-vis des voyageurs qu'ils reçoivent chez eux de la restitution des effets par eux apportés, sans qu'il faille une indication spéciale ou des recommandations particulières de la part des voyageurs; peu importe que ceux-ci aient été reçus, avec leurs effets, par l'aubergiste lui-même ou par ses employés, ou qu'ils aient introduit personnellement lesdits effets dans l'hôtellerie, ou même que les effets introduits par eux, à leur arrivée ou durant leur séjour, appartiennent à d'autres personnes (art. 5817 à 5820).

— L'aubergiste répond de toute soustraction ou détérioration commise soit par ses gens, soit par des tiers, qu'il y ait ou non négligence de sa part. Il n'est dégagé que par rapport aux faits imputables au voyageur lui-même ou à ses serviteurs, ou aux dommages causés par cas fortuit ou force majeure (art. 5821).

En Allemagne, le titre XIII du Code civil, révisé il y a peu de temps et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900, comprend, sous la rubrique « Dépôts d'effets chez les hôteliers », les trois articles que voici :

ART. 701. L'hôtelier qui, par profession, admet les étrangers en logement doit rembourser à l'hôte qu'il a reçu dans l'exercice de cette profession le dommage que celui-ci subit par la perte ou la détérioration des choses introduites. Le remboursement n'a pas lieu lorsque le dommage a été causé par l'hôte lui-même, par un compagnon de l'hôte ou par une personne qu'il a admise auprès de lui, ou lorsque le dommage provient de la nature même des choses ou de force majeure.

Sont réputées introduites les choses que l'hôte a remises à l'hôtelier ou aux gens de l'hôtel chargés de la réception des choses ou devant être considérés comme chargés de cette réception d'après les circonstances, ou qu'il a mises en un endroit désigné par ces personnes ou, faute de désignation, à l'endroit à ce destiné.

L'affiche par laquelle l'hôtelier décline la responsabilité est sans effet.

— La responsabilité disparaît si, dès l'arrivée du voyageur, il lui déclare expressément qu'il la décline et lui laisse à lui-même le soin de veiller sur ses effets et si le voyageur y consent. Une simple affiche placardée dans la chambre où se tient le voyageur ne produit pas le même effet (art. 5825).

Suisse.

— « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service, ou qu'il résulte d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée. » (C. fed. obl., art. 486.)

— « On doit admettre, notamment, que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de grande valeur. Mais, même dans ce cas, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens qui sont à son service. » — Même art.

— « L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant, par des avis affichés dans son hôtellerie, qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions spéciales » (art. 487).

(*Répertoire général alphabétique du droit français.*)

Pays-Bas.

Le code civil néerlandais dispose comme suit :

ART. 1746. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux. Le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

ART. 1747. Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par toute autre personne.

ART. 1748. Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée, ou commis par des personnes reçues par le voyageur lui-même.

ART. 702. L'hôtelier ne répond, conformément à l'article 701, des fonds valeurs et objets précieux que jusqu'à concurrence de mille mares, à moins qu'il n'ait accepté la garde de ces objets sachant que c'étaient des objets de valeur, qu'il n'ait refusé la garde, ou que le dommage n'ait été causé par sa faute ou par celle de ses gens.

ART 703. Le droit appartenant à l'hôte d'après les articles 701 et 702 s'éteint si, après avoir eu connaissance de la perte ou de la détérioration, il n'a pas immédiatement avisé l'hôtelier. Le droit ne s'éteint pas lorsque les choses avaient été données en garde à l'hôtelier.

Les relations internationales vont, dans tous les domaines, se multipliant et s'uniformisant toujours davantage. Si l'on se place plus particulièrement au regard du droit privé, on constate que l'harmonisation, sinon l'unification, des diverses législations nationales est aujourd'hui poursuivie comme un idéal, dont beaucoup de Parlements s'efforcent de se rapprocher de plus en plus. A ce point de vue, il ne pourrait être qu'heureux de modifier la partie du Code civil visée par les propositions de MM. De Jaer et consorts d'une façon assez analogue à celle où elle l'a été dans ces derniers temps en France et en Allemagne, tout en tenant compte des résultats que la pratique judiciaire des dispositions en vigueur dans ces deux pays a produits.

*
*

Au surplus, l'amendement de l'honorable M. Begerem présente cet autre avantage de conserver entière — et ce d'une façon manifeste et bien explicite — la tradition judiciaire qui s'attache aux articles 1952 et 1953 du Code civil.

Ces articles ont une origine historique qui, sans se perdre précisément dans la nuit des temps, les fait remonter aux antiques lois des XII Tables. Pendant les nombreux siècles durant lesquels la responsabilité des hôteliers et des aubergistes a été réglée comme elle l'est par les dits articles du Code civil, la jurisprudence a eu le loisir de se fixer sur la plupart des questions que soulève leur interprétation et d'une manière telle qu'il semblerait pour le moins imprudent de jeter quelque trouble, ne fût-ce que passagèrement, dans son immuabilité.

Qui doit être considéré comme « hôtelier ou aubergiste » ; qui peut être regardé comme « voyageur » ; quelles sont les « choses ou effets » de ce dernier sur lesquels s'étend, en principe, la responsabilité d'un logeur ; quelles sont, en fait, les limites équitables de la responsabilité dont la loi a chargé celui-ci ; comment se fera la preuve du bien-fondé des réclamations des voyageurs et quant au fait de l'introduction par lui dans l'hôtellerie des objets qu'il prétend y avoir apportés et quant à leur valeur : autant de problèmes que les tribunaux ont eu à examiner assez de fois pour que les hôteliers et voyageurs n'aient plus aujourd'hui à les faire résoudre.

Il résulte des déclarations de MM. De Jaer et consorts qu'il n'entre dans leur pensée d'innover que sous un seul rapport, en introduisant dans la loi elle-même une limitation à la responsabilité, actuellement indéfinie, de l'hôtelier ou de l'aubergiste.

Toutefois, l'article 4 de leur proposition de loi déclarant les articles 1952 et 1953 du Code civil abrogés et remplacés par les autres dispositions dont ils ont pris l'initiative, encore qu'ils se soient appliqués à reproduire dans celles-ci les termes mêmes des articles du Code civil auxquels elles se substitueraient éventuellement, on peut craindre que, du moins au début de l'application de la loi nouvelle, des hésitations se produisent sur le point de savoir si le législateur n'a entendu modifier absolument sous aucun rapport l'interprétation donnée jusqu'ores au prescrit des articles 1952 et 1953 du Code civil.

Laisser ces articles en vigueur est incontestablement la meilleure façon de prévenir toute incertitude de l'espèce. C'est précisément ce que fait, à l'instar de la loi française, l'amendement de l'honorable M. Begerem. Il se borne, en effet, à ajouter un paragraphe nouveau à l'article 1953 du Code civil.

*
* *

L'objet essentiel de ce paragraphe est, du reste, identique à celui de toute la proposition de loi de MM. De Jaer et consorts : décharger les aubergistes et les hôteliers d'une partie de la responsabilité que la loi fait actuellement peser sur eux et ce dans la mesure où il semble qu'il est déployé à leur égard une rigueur extrême et même excessive.

MM. De Jaer et consorts maintiennent, telle qu'elle a existé jusqu'ici, c'est-à-dire entière, la responsabilité du logeur chaque fois qu'il s'agit du « bagage normal » du voyageur. Mais ils exigent, pour que sa responsabilité comme dépositaire s'étende au delà, soit qu'il y ait eu un dépôt effectivement réalisé entre ses mains, soit du moins qu'il ait connu et accepté (préalablement à l'événement fâcheux — vol ou détérioration — dont le voyageur prétendrait avoir à se plaindre) l'introduction chez lui et la valeur des objets ne rentrant pas dans le « bagage normal ».

La conception juridique à laquelle l'honorable M. Begerem s'est arrêté pour réaliser, de son côté, la pensée maîtresse commune à son amendement et à la proposition de loi de MM. De Jaer et consorts est un peu différente.

Dans le système de son amendement, la responsabilité absolue de l'aubergiste ou de l'hôtelier est la règle. Cependant, quand il s'agit « d'espèces » monnayées, de titres ou de valeurs au porteur de toute nature ou d'objets « précieux ne servant pas à l'usage personnel et habituel du voyageur », le logeur n'est tenu, en cas de vol ou de détérioration, qu'à concurrence d'un maximum de mille francs. Si ce qui vient d'être énuméré représente

plus de mille francs, il reste au voyageur un moyen d'en faire assumer la responsabilité, pour la valeur entière, par son hôtelier : effectuer un dépôt entre les mains de ce dernier.

L'honorable M. Begerem a pensé, et avec raison, que les voyageurs ne déclareraient guère à l'hôtelier, appelé à accepter cette déclaration, estimative ou non, et même à en contrôler la sincérité, les bijoux, valeurs, espèces monnayées ou objets quelconques apportés par eux chez lui. Aussi n'est-il nullement question dans son amendement, soit de la déclaration prévue à l'article 5 de la proposition de loi de MM. De Jaer et consorts, soit de toute autre.

Mais, comme nos honorables collègues, il requiert, pour que la responsabilité de l'hôtelier ou de l'aubergiste puisse être engagée au delà de certaines limites, la condition d'un dépôt réellement effectué entre ses mains, condition qui aura pour effet d'associer le voyageur aux mesures de prudence prises pour la conservation de ce qu'il apportera dans l'hôtellerie.

* * *

MM. De Jaer et consorts imposent la formalité de la déclaration ou celle du dépôt dès qu'il s'agit de ce qui excède les limites du « bagage normal. »

L'honorable M. Begerem sert mieux les intérêts des voyageurs. Tenant compte des difficultés que pourraient souvent présenter, dans la pratique, aussi bien un dépôt réel non justifié par l'importance de ce qui devrait en faire l'objet qu'un échange de déclarations écrites entre l'hôtelier et le voyageur, il permet à ce dernier de se dispenser de tout dépôt, comme de toute déclaration, et ce sans que la responsabilité de son hôte soit en rien diminuée, non seulement quand son apport dans l'hôtellerie consiste en objets précieux ou non à son usage personnel et habituel, mais encore lorsqu'il comprend, en sus, à concurrence de mille francs au plus, d'autres objets, précieux, des espèces monnayées, des titres et valeurs au porteur de toute nature.

Ainsi, la formalité du dépôt ne sera une condition *sine qua non* de la responsabilité pesant sur le logeur, du chef des articles 1952 et 1953 complété du Code civil, que dans des cas relativement rares et où l'équité paraît d'ailleurs réclamer qu'il sache d'avance très exactement quelles conséquences peut avoir pour lui l'entrée dans son établissement d'un voyageur nanti d'autre chose que d'un bagage ordinaire et de bijoux, de valeurs ou de sommes modestes.

Ne pas trop affaiblir la responsabilité des logeurs, c'est d'ailleurs servir leur intérêt à eux-mêmes : car, comme on l'a maintes fois fait observer, pour que les voyageurs n'hésitent pas à recourir aux bons offices des logeurs, il faut qu'ils trouvent chez ceux-ci, et sans y avoir à remplir, sauf dans des

cas exceptionnels, des formalités quelconques, une sécurité entière pour leur personne et aussi pour tout ce qu'ils apportent avec eux.

* * *

Pour préciser très exactement la portée de l'amendement de l'honorable M. Begerem, il importe tout d'abord de remarquer qu'il se différencie du texte précité de l'article unique de la loi française du 18 avril 1889, notamment en ceci qu'il atténue la responsabilité du logeur en la subordonnant à la condition d'un dépôt préalable quand il s'agit, au delà de mille francs, non seulement d'espèces monnayées, de valeurs ou de titres au porteur de toute nature — ce sont là les seules choses visées par la loi française — mais encore d'objets précieux ne servant pas à l'usage personnel et habituel du voyageur.

L'expérience faite en France, depuis la mise en vigueur de la loi de 1889, a démontré, en effet, qu'il convient de mettre les prédits objets précieux sur le même pied que les espèces monnayées, les valeurs et les titres au porteur.

Quels sont les « objets précieux, ne servant pas à l'usage personnel et habituel » du voyageur, que vise l'amendement proposé ?

Tout d'abord, il est bien évident qu'il ne peut être question dans cet amendement exclusivement de bijoux. D'autres choses, des dentelles de prix en coupons par exemple, rentrent dans la catégorie des objets précieux auxquels il s'applique.

Encore faut-il que ces objets précieux, quelle que soit leur nature, ne puissent être rangés parmi ceux qui sont à « l'usage personnel et habituel » du voyageur ⁽¹⁾.

Ce qui est à « l'usage personnel » d'un voyageur, c'est ce qui sert à sa personne : ce qui lui est utile, notamment, pour se vêtir et se donner tels soins que de besoin. Cela ne saurait se confondre avec ce que lui, personnellement, peut avoir intérêt à employer pour réaliser le but spécial qu'aurait son voyage.

Ainsi, les carnets d'échantillons, les diamants, les marmottes, etc., etc., dont les négociants ou les représentants de commerce peuvent devoir se servir pour traiter leurs affaires, ne sont pas à regarder comme étant, au point de vue de la responsabilité spéciale de l'hôtelier vis-à-vis d'eux, à leur « usage personnel ». Comme on l'a fait observer au sein de la section centrale, on peut même dire que ces choses ne sont pour eux, à proprement parler, que d'usage professionnel.

(1) Dans le projet du nouveau Code civil allemand, l'article qui est devenu l'article 702 précité de ce Code était ainsi conçu :

« L'hôtelier n'est responsable des fonds, des valeurs et des objets précieux, *qui ne servent pas aux besoins ordinaires* de son hôte, que lorsque ces objets lui ont été livrés pour être confiés à sa garde, ou lorsqu'il a refusé de les prendre en charge, ou lorsque le dommage a été causé par lui ou par ses gens. La responsabilité se détermine dans ce dernier cas par les dispositions du § 626 (devenu l'article 701). »

Quant à « l'usage habituel », il semble inutile de le définir, d'autant plus que la section centrale estime préférable de voir substituer au mot « habituel » le mot « journalier ». La responsabilité du logeur se trouvera atténuée encore par le changement proposé : les objets d'usage journalier, c'est-à-dire constant, étant encore moins nombreux que ceux d'usage seulement habituel.

La considération de la personne jouera donc son rôle dans l'appréciation des objets précieux à déposer entre les mains de l'hôtelier, mais en ce seul sens que ce qui est d'usage personnel et journalier, ou simplement habituel, pour un voyageur ne présentera pas nécessairement les mêmes caractères en ce qui regardera tel autre voyageur.

* * *

Au texte de la loi française, l'honorable M. Begerem a fait deux ajoutes, dont il n'a pas été parlé jusqu'ici.

En tête de la disposition qu'il propose figurent les mots « sauf convention entre parties ». Ils n'ont rien d'indispensable ; car les dispositions législatives fixant la responsabilité des hôteliers et des aubergistes ne touchent en rien à l'ordre public et il est loisible aux parties d'y déroger comme bon leur semble de commun accord, sauf à prouver comme de droit, le cas échéant, les dérogations dont elles se prévaudraient. Il va de soi — ceci a déjà été signalé — que l'avis placardé par l'hôtelier ou l'aubergiste à un endroit quelconque de son établissement, fût-ce même dans la chambre du voyageur, ne saurait avoir pour effet de priver celui-ci de la protection qu'il trouvera dans les dispositions de la loi.

La phrase finale de l'amendement de l'honorable M. Begerem est un autre rappel au droit commun. La voici : « Au-dessus de cette somme (mille francs), ce dernier (l'hôtelier ou l'aubergiste) n'est plus responsable que de son fait et de celui de ses préposés, conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil ». La section centrale ne s'est pas prononcée contre l'adjonction de cette phrase finale au restant de l'amendement. On peut toutefois se demander si elle présente une utilité quelconque ou mieux si elle ne peut avoir quelque inconvénient, étant donné que la première partie de l'amendement est relative à la responsabilité contractuelle de l'hôtelier ou de l'aubergiste, tandis que la seconde vise une responsabilité ayant une cause juridique toute différente.

* * *

Sous réserve du sous-amendement sus-indiqué et consistant dans la substitution du mot « journalier » au mot « habituel », la section centrale, mue par les considérations nouvelles développées devant elle, a l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter l'amendement de l'honorable M. Begerem.

Il remplace l'ensemble de la proposition de loi de MM. De Jaer et consort^s et constitue comme une transaction entre, d'une part, les partisans du maintien du système des articles 1952 et 1953 du Code civil et, d'autre part, ceux qui poursuivent l'exonération, pour les hôteliers et les aubergistes, de toute responsabilité particulière.

Le Rapporteur,

Jos. HOYOIS.

Le Président,

A. BEERNAERT.